

## ALBANIE DU SUD

**Les impérialistes coalisés dépècent les restes de l'insurrection prolétarienne avortée.**

**La démocratie impérialiste s'impose partout sur la pointe des baïonnettes.**

**Dans un monde où les crises et les guerres commerciales se transforment de plus en plus en affrontements militaires, le défaitisme révolutionnaire redevient d'actualité pour le prolétariat.**

Italie, France, Grèce, Turquie et quelques autres ont occupé une Albanie agonisante de sa crise financière et politique et où le prolétariat local s'était lancé avec un enthousiasme et une vigueur sans pairs à l'assaut de l'Etat capitaliste. Ils ont baptisé cette aventure militaire avec le sinistre nom d'*Aube*. C'est en effet l'aube d'un nouveau départ sous tutelle étrangère d'une bourgeoisie locale mal en point, mais c'est aussi, peut-être, à notre plus grand regret, le coucher de soleil du récent élan révolutionnaire des opprimés de ce pays.

Dans un premier temps, pour justifier aux yeux des populations de leurs pays respectifs de leur volonté farouche d'occuper l'Albanie, les brigands impérialistes ont prétexté de l'existence d'une situation d'urgence 'humanitaire'. Pourtant l'insurrection, avec ses gigantesques pillages des dépôts de vivres de l'armée albanaise en déroute, avait déjà écarté haut la main tout risque de pénurie alimentaire .... Mais une fois le danger prolétarien écarté, la feuille de vigne de l'assistance humanitaire derrière laquelle s'étaient cachées les troupes impérialistes qui, en ce moment, mènent la guerre contre l'insurrection prolétarienne du Sud de l'Albanie a été abandonnée. Aujourd'hui, les représentants du gouvernement clérico-stalinien italien n'ont eu aucun mal à dévoiler les véritables raisons de l'expédition *Alba* :

*“ La force internationale a eu un effet de choc et a fait réfléchir sur l'inutilité d'user de la violence et des moyens illégaux pour influencer le jeu politique. ”* (Beniamino Andreata, ministre italien de la Défense, *Le Monde* du 24 avril 97)

A l'instar de l'italienne Emma Bonino, féministe déclarée, ex-pacifiste, Commissaire européen pour l'Aide humanitaire, ils avouent sans gêne que *“ l'Albanie a davantage besoin de démocratie que de pain. ”* (*Le Monde* du 24 avril 97).

Comme l'indiquent ces éminents représentants politiques de la bourgeoisie italienne, l'objectif d'*Alba* est double :

- Pour eux, il s'agit tout d'abord d'effacer les dernières traces de l'héroïque amorce d'insurrection du prolétariat du Sud de l'Albanie, en restaurant l'autorité effondrée de l'Etat et en programmant des élections sous haute 'protection' militaire étrangère. Quand il n'y a plus de miettes à octroyer aux gueux, les classes dominantes n'hésitent pas à imposer la démocratie impérialiste par le fusil.
  - Ensuite, ils ont programmé le partage impérialiste des influences en Albanie.
1. L'**Italie** veut avant tout sécuriser ses investissements de délocalisation : actuellement, 65% de l'investissement industriel total dans ce pays est réalisé par des firmes italiennes, attirées par l'absence de toute législation du travail.
  2. L'**Italie** et la **Grèce** entendent militariser les flux de migration de main-d'œuvre en provenance d'Albanie et les contrôler de près et à la source. Pour parvenir à ses fins, les autorités italiennes, bien de 'Gauche' comme il se doit, n'entendent pas reculer devant l'utilisation des moyens les plus barbares. Récemment, dans le canal d'Otrante, ils ont fait couler par l'un de leurs navires de guerre un misérable bateau albanaise bondé de femmes, d'enfants et de pauvres gens en quête de travail. La domestication policière des sans-réserves de ce pays est la condition de leur future émigration maîtrisée comme ouvriers saisonniers précaires vers les différents lieux d'exploitation grecs et italiens.
  3. La **Grèce** et la **Turquie** poursuivent leur bras de fer à propos de Chypre et de la Macédoine et plus généralement de leurs contentieux historiques.
  4. La **France** vise deux objectifs : d'une part, peser dans les difficiles négociations avec les Américains à propos de l'attribution du Commandement du flanc méridional de l'OTAN ; d'autre part, et par rapport à une **Allemagne** abstentionniste au plan militaire mais très encombrante au plan économique, rééquilibrer leurs influences respectives en Europe et dans la Méditerranée. Accessoirement, la **France** tente de laver ses récentes et cuisantes défaites diplomatiques et militaires en Afrique francophone (République Centrafricaine, Rwanda, Zaïre, Algérie).
  5. L'**Espagne**, d'après son Premier ministre Aznar, franquiste honteux notoire, va *“ à Tirana pour faire l'Europe ”*, pour donner des gages militaires bon marché et se rappeler aux bons souvenirs des puissances européennes prépondérantes.
  6. Les autres pays participants à l'Armada font essentiellement acte de présence.
  7. Grands absents de cette sarabande militaire, une fois n'est pas coutume, les **Etats-Unis**, qui avaient lâché Berisha depuis les élections de mai 96 car son utilité dans le maintien de la stabilité du Kosovo avait disparu avec les accords de Dayton. Aussi, Washington s'oppose par définition à toute initiative diplomatique et/ou militaire d'un quelconque pays européen, et à plus forte raison d'une **Italie** autrefois autrement plus disciplinée. Subsidiairement, l'abstention des **Etats-Unis** et de la **Grande-Bretagne** sur la question albanaise est un énième signal adressé à la **France** pour qu'elle cesse de revendiquer un rôle impérialiste autonome.

**La rapide réponse impérialiste internationale à une insurrection albanaise totalement isolée a une fois de plus démontré à tous les prolétaires conscients l'impérieuse nécessité d'une stratégie révolutionnaire unifiée à l'échelle de la planète. Depuis sa naissance, le capitalisme se meut, se développe et prospère à cette échelle. Le marché mondial est la dimension 'naturelle' du capital, ainsi le prolétariat**

**révolutionnaire est appelé à positionner son action et son organisation indépendante à cette hauteur.**

L'isolement des prolétaires albanais en armes a nui à l'insurrection. Pourtant, l'essentiel de la classe ouvrière albanaise réside aujourd'hui en Italie et en Grèce, mais, hélas, sans aucun lien avec leurs frères de classe locaux. De même, la poudrière du Kosovo n'a pas explosé malgré l'incendie social allumé de l'autre côté de la frontière.

**La lutte de classe a toujours plus besoin d'un horizon international pour vivre et s'épanouir.**

L'absence, pour cause de faillite généralisée des anciennes entreprises nationalisées, d'une classe ouvrière organisée en tant que telle, tenant fermement les rênes de la révolte à partir des usines, et l'échec précoce de toute tentative d'auto-organisation prolétarienne n'ont pas permis au mouvement de durer et de s'étendre au moins jusqu'à la capitale Tirana.

**L'exemple albanais est universel car il souligne l'extraordinaire vitalité du corps prolétarien dans une région où il a encaissé des coups d'une exceptionnelle férocité, notamment dans les boucheries impérialistes de l'ex-Yougoslavie. Il rappelle également que les dissensions au sein des classes dominantes, aussi âpres soient-elles, passent toujours à l'arrière-plan lorsque leur domination de classe est menacée. L'Union Sacrée de la bourgeoisie a partout et toujours pour cible le prolétariat en lutte indépendante. Mettre à nu, par des combats aussi radicaux que possible, les intérêts communs à toutes les fractions bourgeoises, c'est la seule voie qui puisse ouvrir à la classe ouvrière des perspectives politiques propres.**

L'exemple albanais est encore là pour le montrer. Rien ne sert de se plier à la logique du moindre mal, au choix, toujours imposé par l'ennemi de classe, entre telle ou telle fraction des classes dominantes. Le puissant armement militaire acquis par les insurgés albanais n'a pu suppléer l'absence d'armement politique. Dès leur naissance, les nombreux *Comités de salut public* – constitués à la hâte par des notables locaux s'appuyant sur certaines bandes de petits commerçants du crime afin de confisquer par avance toute dynamique à l'auto-organisation de la part des prolétaires en armes – ont emprunté la voie de la compromission, de la négociation et du partage du pouvoir avec le Président Berisha et les puissances impérialistes impliquées. Ces Comités se sont révélés être l'instrument majeur d'étouffement politique de l'insurrection. Inachevée, elle a dégénéré en règlements de comptes entre bandes, à la solde des fractions bourgeoises en conflit.

En Albanie comme ailleurs, la bourgeoisie n'hésite pas, lorsqu'elles s'imposent, à opter ouvertement pour des solutions politiques extra-institutionnelles d'extrême-droite ou d'extrême-gauche transitoires, afin de restaurer, une fois la situation redevenue 'normale', la bien plus efficace domination de la démocratie capitaliste. La démocratie demeure la meilleure enveloppe de la dictature du capital. Ces solutions transitoires extrêmes sont souvent le seul moyen pour encadrer et canaliser la haine des exploités qui se déverse violemment par vagues contre le mur en béton armé de l'Ordre du capital.

Lorsque des crises graves de l'accumulation du capital frappent les bases matérielles de la paix sociale, les coalitions politiques qui gouvernent les pays capitalistes ne rechignent pas à intégrer en leur sein des éléments, des partis et des syndicats qui auparavant étaient illégaux pour qu'ils y exercent pleinement leurs talents de pompiers des incendies prolétariens réels ou potentiels. Si telle est l'une des tendances centrales du monde capitaliste, le cas albanais, aux traits si précurseurs et si universels, ne doit pas être réduit à un folklorique accès de fièvre d'un petit pays arriéré car il recèle un caractère universel au moins pour une autre bonne raison. Si les médias patronaux présentent les pyramides financières comme une bizarrerie locale, elles participent d'une réalité mondiale de précarisation et d'érosion accélérées de l'épargne. La grande erreur serait d'attribuer la présente crise financière albanaise à la seule naïveté des 'épargnants', peu au fait des lois capitalistes après un demi-siècle d'autarcie. Loin d'être archaïque cette crise préfigure ce qui pourrait se passer n'importe où, à commencer par les Etats-Unis, où 43% de l'épargne des ménages américains est placée dans des Fonds de pension. 63% du patrimoine net des familles américaines est constitué par des actions. Aux Etats-Unis, l'endettement moyen des ménages s'élève à 17% de leur revenu disponible hors revenus immobiliers.

Les Etats sont de moins en moins en mesure de protéger les économies des gens, et ce en raison du rétrécissement de leur surface d'intervention financière, à son tour provoquée par la longue et toujours non résolue crise fiscale rampante qui, à des degrés certes très différents, frappe la quasi-totalité des caisses publiques. L'épargne des gens est en passe de glisser de dépôts entièrement sécurisés par l'Etat (livrets de Caisses d'Epargne, obligations du Trésor) vers toutes sortes de placements sur les marchés financiers privés (actions, fonds de pension, assurance-vie, etc.). A partir de là, on peut aisément imaginer quelles conséquences inédites sur les revenus des 'épargnants' auront les crises financières à venir.

**Même si aujourd'hui, une fois la peur passée, la bourgeoisie mondiale se plaît à présenter l'expédition *Alba* comme une petite promenade de santé, même si les classes dominantes maintenant rient – peut-être un peu trop vite – de ces insurgés en guenilles qui ont prétendu faire l'Histoire, la partie entre prolétariat et capital est loin d'être terminée et le gagnant d'aujourd'hui n'aura peut-être plus pour longtemps des raisons d'être si sûr de son fait. La révolte des sans-réserves du Sud de l'Albanie et les crises économiques de plus en plus graves qui se succéderont, ne manqueront pas d'entamer la certitude de la bourgeoisie dans la pérennité de son mode de production et dans sa capacité de domination politique de la société.**

---

1<sup>er</sup> mai 1997.

**MOUVEMENT COMMUNISTE**

*Pour tout contact écrire, sans autre mention, à : B.P. 1666 Centre Monnaie 1000 Bruxelles 1 Belgique.*

---